



Série de dialogues régionaux entre membres du Mouvement SUN : La crise alimentaire et nutritionnelle mondiale

RÉGION : Afrique francophone

Désormais, les 65 pays membres du **Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN)** œuvrent de concert avec quatre États indiens, plus de 4 000 organisations de la société civile, plus de 1 400 entreprises, 16 organismes des Nations Unies et le réseau de donateurs SUN pour se mobiliser au sein d'un mouvement unique en réponse à la crise alimentaire et nutritionnelle mondiale.

Dans le cadre de cette réponse multisectorielle et multi-acteurs menée par les pays, le Mouvement SUN a organisé les 5 et 6 juillet 2022 une série de quatre dialogues régionaux avec les points focaux politiques et techniques des pays membres du Mouvement SUN et leurs équipes. Les objectifs étaient les suivants :

- Mettre en évidence les effets actuels et anticipés de la crise sur les interventions alimentaires et nutritionnelles au niveau des pays.
- Comprendre comment les membres et les parties prenantes du Mouvement SUN garantissent l'intégration de l'alimentation et de la nutrition dans les mécanismes de planification et de coordination de la réponse et de la préparation au niveau national.
- Recenser les difficultés rencontrées par les pays en matière de lutte contre la crise alimentaire et nutritionnelle aux niveaux national et infranational.
- Partager les solutions mises en place par les pays à court et à long terme en vue de résoudre les difficultés identifiées, y compris en investissant dans les systèmes alimentaires nationaux.
- Souligner les lacunes potentielles qui requièrent un soutien et une action au niveau mondial.

Les régions concernées étaient les suivantes : Afrique anglophone, Afrique francophone, Amérique latine et Caraïbes, Asie. Cette note d'information présente les résultats du dialogue régional Afrique francophone (et Haïti) auquel ont participé 13 pays : Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Haïti, Madagascar, Mali, Niger, République démocratique du Congo (RDC), Tchad et Togo.

Analyse de la situation régionale

Les pays de **l'Afrique francophone** sont actuellement confrontés à une hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants. Cette situation entraîne une détérioration des conditions de vie, une réduction de la production alimentaire, un appauvrissement de la population et un accroissement de la vulnérabilité. La prévalence de la malnutrition augmente dans la région, en particulier au Sahel.

Plusieurs pays s'emploient à renforcer les systèmes de soutien, notamment les programmes de protection sociale, mais peu de résultats tangibles ont été rapportés à ce jour.

Les pays sont conscients de la nécessité de transformer cette crise en une occasion à saisir au niveau communautaire plutôt qu'au niveau national, en améliorant l'emploi des jeunes et en créant des débouchés pour échapper à la pauvreté.

De nombreux pays de la région appliquent une approche systémique de l'alimentation et élaborent des plans d'action pour les secteurs de l'agriculture et de la nutrition, ce qui indique que les difficultés rencontrées par ces secteurs constituent une priorité pour les gouvernements.

Les pays demandent un plaidoyer au plus haut niveau politique afin que la réponse à la crise soit déployée selon une approche contribuant à la nutrition et que ce domaine bénéficie d'une plus grande visibilité, notamment par des échanges de bonnes pratiques éprouvées au niveau international et des exemples inspirants de systèmes alimentaires nationaux.

Commentaires détaillés sur les difficultés rencontrées et les solutions adoptées aux niveaux national et régional

COÛT DE LA VIE

- **Difficultés rencontrées :** augmentation des prix des intrants agricoles et du carburant (Madagascar) ; dégradation des conditions de vie et perte de production entraînant un appauvrissement de la population et une augmentation de la vulnérabilité et de la prévalence de la malnutrition (notamment au Niger) ; baisse importante des importations et exportations dans les pays enclavés (notamment au Burundi) ; importation de la quasi-totalité des produits alimentaires dans certains pays (notamment à Djibouti). Cette crise a donc des répercussions importantes sur le pouvoir d'achat des ménages.
- **Solutions mises en œuvre :** extension de la prise en charge des personnes vulnérables du secteur informel en raison de la crise (Côte d'Ivoire).

CLIMAT ET CONFLIT

- **Difficultés rencontrées :** les pays sont confrontés à deux crises – la sécheresse et la crise alimentaire et nutritionnelle mondiale (Corne de l'Afrique) ; ils doivent faire face à un afflux de populations déplacées, en partie causé par la sécheresse ; le manque de réserves alimentaires entraîne une augmentation rapide des prix des produits importés (Djibouti) ; les zones en proie à des conflits connaissent des déplacements de population conduisant à l'utilisation de mécanismes d'adaptation dangereux tels que l'abandon des activités agricoles au profit du secteur minier (Cameroun).
- **Solutions mises en œuvre :** renforcement des systèmes de soutien dans plusieurs pays, notamment des programmes de protection sociale (Mali) ; mobilisation des jeunes au niveau communautaire, création d'emplois et de débouchés permettant d'échapper à la pauvreté ; appui gouvernemental à la restauration des moyens de subsistance, élargissement de l'accès à la protection sociale, et promotion et amélioration des mécanismes de redevabilité (Cameroun).

SYSTÈMES ALIMENTAIRES

- **Difficultés rencontrées :** pénurie d'intrants agricoles dans tous les pays (engrais, pesticides, semences, etc.) ; coordination multisectorielle inefficace, notamment en ce qui concerne l'avancement de la mise en œuvre des systèmes alimentaires nationaux et la réalisation des engagements en faveur de la Nutrition pour la croissance.
- **Solutions mises en œuvre :** action rapide des pays de la région afin de mettre en place des mesures de lutte contre la crise ; engagement de haut niveau du Président pour la promotion de l'agriculture et de l'élevage afin de garantir l'autosuffisance de l'île (Madagascar) ; création d'un guichet unique agricole pour améliorer l'accès aux intrants, équipements, parcelles, etc. (Madagascar) ; rédaction d'une feuille de route axée sur le renforcement des capacités dans la culture du manioc, du riz et de l'arachide (Burundi) ;

élaboration d'un programme national de sécurité alimentaire et nutritionnelle à l'horizon 2022-2027, et adoption par le gouvernement d'un document de politique nationale et d'un plan d'action pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (Burundi) – politique financée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et axée sur le développement de la chaîne de valeur alimentaire ; création d'un Office national des céréales (Burundi) ; élaboration d'une politique agricole nationale (Burundi) ; production, transformation et commercialisation à grande échelle, substitution du blé par le manioc pour la production de pain (Burundi) ; restructuration et revitalisation de la chaîne de valeur alimentaire (Burundi) ; mise en place d'un cadastre agricole (Burundi) ; création d'un fonds national de développement du système agricole et alimentaire (Burundi) ; aide de l'État pour la réalisation d'analyses de sol et d'études de faisabilité de la production (Côte d'Ivoire).

NUTRITION

- **Difficultés rencontrées :** remise en question de la couverture et du maintien des services de nutrition dans la plupart des pays ; couverture de 69 % seulement des soins nutritionnels, principalement financés par des partenaires (Mali) ; incapacité à atteindre les objectifs de nutrition et recul dans certains domaines de la nutrition (Mali, Tchad) ; crise nutritionnelle déclarée (Tchad) ; sécurité nutritionnelle bénéficiant d'une priorité moindre que la sécurité alimentaire (Congo) ; absence de prise en compte initiale des aspects liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle par l'équipe nationale de gestion de crise (Madagascar).
- **Solutions mises en œuvre :** des plans d'action sont en cours d'élaboration pour orienter la réponse à la crise alimentaire et nutritionnelle, y compris par l'augmentation des allocations budgétaires (Madagascar) ; les ventes de céréales sont subventionnées (Madagascar) ; l'agence nationale de gestion de crise prend désormais en compte les considérations liées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle (Madagascar) ; le gouvernement travaille avec l'UNICEF afin d'identifier les causes de la malnutrition et les moyens d'y remédier dans le cadre d'un nouveau plan d'action (Congo) ; les ministères de l'Agriculture et de la Santé vont s'efforcer de mettre à jour les données sur la malnutrition et l'insécurité alimentaire (Congo) ; une enquête SMART est en cours de préparation pour permettre d'améliorer les stratégies nutritionnelles (Tchad) ; certains donateurs ont déjà mobilisé des fonds en faveur des premières mesures nutritionnelles (Tchad) ; certains besoins sont couverts par les stocks alimentaires existants de riz, de céréales et de maïs (Tchad) ; le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité a mis en place un fonds d'assistance pour couvrir les besoins nutritionnels des personnes vulnérables (Djibouti).

DISPONIBILITÉ ET COÛT DES ALIMENTS NUTRITIFS

- **Difficultés rencontrées :** de nombreux pays de la région sont confrontés à une hausse du coût des aliments et à une baisse de la production alimentaire locale.
- **Solutions mises en œuvre :** approche stratégique en Afrique visant à considérer cette crise comme une occasion à saisir – « D'un triple défi à une triple victoire » ; progression de la transition des systèmes alimentaires conformément aux engagements pris par les pays lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires ; exemption des droits de douane sur le blé (Côte d'Ivoire) ; substitution du blé par d'autres denrées alimentaires (Côte d'Ivoire) ; création d'un fonds de solidarité d'un million de dollars pour lutter contre la crise alimentaire et la sécheresse (Djibouti) ; plan de création de réserves alimentaires en partenariat avec la Banque mondiale (Djibouti).

BESOINS FINANCIERS DES GOUVERNEMENTS

- **Difficultés rencontrées :** pressions accrues sur les budgets nationaux.
- **Solutions mises en œuvre :** une augmentation des allocations budgétaires est en cours pour faire face aux crises alimentaires, notamment à Madagascar ; en RDC, l'accent est mis sur l'innovation agricole, les campagnes alimentaires locales, la transformation de la production agricole et la mise en œuvre d'une approche systémique de l'alimentation, le transport subventionné des produits agricoles provenant de régions éloignées et le renforcement des capacités de l'industrie agroalimentaire nationale, afin de réduire la dépendance internationale du pays.



Soutien potentiel aux pays du Mouvement SUN

- Promotion de l'identification et du partage de bonnes pratiques éprouvées comme « voies à suivre », notamment en matière de plaidoyer pour la mobilisation de fonds supplémentaires et le renforcement des capacités de gestion de crise.
- Mise en place de plateformes (y compris le Rassemblement mondial du Mouvement SUN) permettant aux pays membres de partager des informations sur les bonnes pratiques et les solutions locales.
- Renforcement des mécanismes de coordination multisectorielle et intergouvernementale de lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment en période de crise associée à divers chocs.
- Plaidoyer pour la création d'une ligne budgétaire dans les budgets nationaux afin de garantir une coordination décentralisée efficace des systèmes alimentaires et des activités nutritionnelles.
- Inscription de la nutrition au premier rang des priorités politiques afin d'accroître le soutien potentiel des donateurs externes et internes et des partenaires de développement pour des actions et des interventions efficaces en matière de nutrition.